

Introduction :

Culture et Mondialisation, bon vent sur la Bretagne!

Marc HUMBERT

Professeur à l'université Rennes 1

La mondialisation est principalement perçue comme une bourrasque, comme quelque chose qui bouscule, un grand courant d'air qui décoiffe la planète et balaye les plus faibles tout en donnant plus de force à ceux qui sont déjà puissants. Le monde change, bouge, il y a une grande course. Les bateaux bien conçus et bien pilotés s'appuient sur la force du vent pour avancer rapidement, bien peu cependant résistent aux grandes tempêtes et tous font le gros dos si le cyclone montre son œil. Les rafiots ont beau se lancer sur la grande bleue, ils vont peut être démâter, en tout cas n'iront pas loin, peut-être chercheront-ils un abri pour éviter de couler. Échoués sur une île déserte, ils devront se faire Robinson et vivre sans le confort, les soins, les médias, les facilités mais aussi sans les nuisances du monde moderne.

La mondialisation, nous la comprendrons ici, dans ce texte, comme le fait que, de plus en plus, se trouvent être interdépendants des comportements et des actions, en particulier économiques, entrepris pourtant en des lieux distants voire très éloignés. Son corollaire immédiat est évident : les communautés d'hommes implantées sur un territoire sont en interaction croissante ce qui les pousse à se comparer, se mesurer ; à rivaliser aussi, plus souvent qu'à coopérer, mais cela c'est en raison de leur éthique ou des règles qu'ils se donnent, au sein de leurs communautés ou pour régler les relations entre communautés. Ces interactions menacent l'existence de ces communautés car pour chacune, elles n'en concernent de manière non homogène que certaines de ses composantes : certaines catégories de personnes plus que d'autres, certains types d'activités, certains comportements plus que d'autres.

La culture se trouve en quelque sorte aux antipodes de la mondialisation. La culture apparaît généralement comme ce qui cimente une communauté d'hommes : elle en assure l'homogénéité, l'identité. Elle modèle l'ensemble de tous les comportements et les différentes activités et assure la perpétuation, la pérennité de cette communauté et de sa tradition. Elle lui façonne sa différence par rapport à d'autres communautés. La langue de manière générale, la monnaie

en matière économique, ont souvent constitué une ligne essentielle de démarcation, une barrière entre nous et eux. Les interactions avec l'extérieur restent limitées : on peut faire des « emprunts », des échanges, mais cela doit rester marginal par rapport à ce qui compte pour notre manière de fonctionner, d'être ensemble et de nous comprendre, d'interagir entre nous, de coopérer.

Cette opposition paradoxale se joue à sa manière propre ici et là et c'est sur la manière bretonne de la jouer que ces premières journées de la recherche en sciences humaines et sociales de Bretagne ont permis d'apporter un peu de lumière. La Bretagne se lance-t-elle à fond dans la mondialisation pour être dans les régions qui gagnent dans la concurrence économique et technologique mondiale entre les territoires? La Bretagne n'est-elle pas un vieux rafiote agricole et rural surexploité qui ne va pas résister au gros temps et qui est dépassé par les évolutions techniques? La Bretagne n'est-elle pas tentée de remettre en avant la question de son identité, de sa langue, et d'obtenir la préservation de toute la richesse de son patrimoine traditionnel, s'acheminant vers un repli sur ses terres de vieille culture? La néo-culture bretonne ne se constitue-t-elle pas pour être le meilleur rempart aux méfaits de la mondialisation et de la macdonaldisation?

À toutes ces questions, la réponse des participants à ces journées a été sans hésitation, c'est non. La Bretagne, si nous en croyons les analyses présentées par nos collègues, conjugue de manière pertinente, depuis très longtemps, culture et mondialisation. Nous allons ci-après exposer l'argumentation que l'on peut inférer des travaux qu'ils ont présentés. On peut tout d'abord considérer que la Bretagne, aujourd'hui comme hier, a su accommoder de grandes évolutions économiques qui sont les composantes majeures derrière le ou les phénomènes dits de mondialisation. Mais si ces accommodations nécessaires bousculent partout les fonctionnements et les structures des sociétés, la Bretagne n'a pu et ne peut échapper à des réorganisations sociales, mais elles semblent bien se mettre en place en respectant des continuités, ce qui ne l'empêche pas de faire face aux enjeux du futur comme il se doit.

Accommoder de grandes évolutions économiques

La mondialisation commence, au sens strict, quand la planète humaine prend conscience concrète d'être telle, c'est-à-dire au XVI^e siècle quand la circumnavigation est établie : la dynamique des échanges économiques est le support des interactions actives mondiales et passe par les échanges maritimes. La Bretagne, maritime et intérieure, en a tiré parti, mieux ou autrement qu'elle a agi comme en retrait de la révolution industrielle : mais les Trente Glorieuses, années d'après-guerre, l'ont vu se battre pour et gagner la bataille d'un développement économique certain. Aujourd'hui la Bretagne doit accommoder, comme c'est le cas des autres régions plus ou moins proches sur ce continent, la construction européenne, là encore la Bretagne n'apparaît ni triomphante ni en situation de grand péril, mais présente et active.

La dynamique maritime longue

La Bretagne est certainement considérée dans les autres régions de France comme une contrée de marins et de pêcheurs. Les statistiques d'aujourd'hui nient cette évidence historique (moins de 7 000 marins-pêcheurs pour une population active de 1,4 millions de personnes) qui marquent cependant la culture bretonne. Brest, Lorient, Saint-Malo, Nantes ont écrit l'histoire de la France maritime sous l'emblème de la Bretagne. Les succès des fabricants de toiles ou des négociants ont mis la Bretagne au cœur de la mondialisation des échanges du XIV^e au XVIII^e siècle (Le Bouëdec¹). Si l'on s'en tient à la pêche, la Bretagne a d'abord joué un rôle relativement méconnu dans la naissance et l'essor de la pêche à la morue puis, au XIX^e siècle, dans la pêche et la conserverie de la sardine. L'appertisation est une des avancées remarquables de la révolution industrielle et la Bretagne a gagné un leadership mondial dans ce domaine pour les sardines. Entre 1840 et 1880 les exportations françaises de poisson ont été multipliées par 80 et les 17 000 tonnes expédiées en 1880 étaient à 95 % des sardines bretonnes : depuis l'Exposition universelle de 1867 la boîte de sardine était devenue une spécialité française (Dubois). La Bretagne investit même à l'étranger et en 1880 la firme lorientaise Delory a fondé la première conserverie portugaise à Setubal. Mais la position bretonne s'effrite, la balance commerciale devient déficitaire en 1906. Pourtant d'autres pêches restent florissantes, en 1927 Kéroman sera le port de pêche le plus moderne de France (Gourlay) et durant de nombreuses années Lorient portera haut les couleurs de la pêche française. Aujourd'hui que cette activité est devenue marginale, la Bretagne reste cependant avec la Cornouaille une base dynamique de ressources et de compétences humaines pour la filière mondialisée de la pêche thonière tropicale (Couliou). Imbriquée dans la mondialisation par les déplacements de ses pêcheurs, par les participations étrangères dans les armements et dans les conserveries, la Bretagne continue à jouer un rôle important dans la pêche, accommodant, comme on l'a répété, des grands mouvements économiques qui n'épargnent pas ce secteur.

La lente internationalisation néolibérale et technologique

La principale caractéristique des années récentes concernant les grands mouvements économiques est celle de l'essor d'une internationalisation par les marchés et le fonctionnement de la compétition de type néolibérale. La Bretagne n'apparaît pas en leader de ce phénomène. Elle n'en est pas pour autant absente et les appréciations que l'on peut faire de la croissance économique de la Bretagne en longue période et des interventions publiques sont plutôt positives. Certes la Bretagne est dans les quatre dernières régions pour le soutien reçu des firmes étrangères à ses activités (en termes d'emplois industriels), elle est la quatorzième région exportatrice française. Cette situation modeste se place dans un ensemble national très bien coté au regard de cette internationalisation néolibérale : la

1. Sauf mention différente toutes nos citations concernent les communications de cet ouvrage collectif.

France est depuis fort longtemps dans les quatre ou cinq premiers pays exportateurs, investisseurs à l'étranger et terres d'accueil pour les établissements de firmes étrangères. Les données statistiques de classement qui laissent donc apparaître un « retard » d'internationalisation sont donc trompeuses au sens où ce phénomène s'étant fortement accéléré pour l'ensemble des économies nationales les plus riches depuis le milieu des années quatre-vingt et que la France a bien participé à ce grand mouvement, la Bretagne l'a accommodé mais modérément. Notons cependant par exemple (Texier, de la MIRCEB organisme semi-public en charge d'accompagner l'internationalisation des PME bretonnes) qu'entre 1996 et 2000 le nombre d'entreprises bretonnes de tous secteurs disposant d'au moins une implantation directe à l'étranger est passé de 149 à 218. Sans grand fracas l'internationalisation de la Bretagne est en cours. La dynamique de son économie en a certainement besoin, mais cela ne lui a pas fait défaut jusqu'alors si on en croit le diagnostic porté sur cette dynamique depuis 1975 (Baslé). Le taux de chômage y est en dessous de la moyenne nationale et si le PIB par emploi des statistiques classent la Bretagne 18^e sur les 22 régions métropolitaines, elle est 15^e pour le revenu disponible par habitant. Entre 1982 et 1996 elle a gagné une place, rattrapée par la Basse-Normandie elle a en effet dépassé le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie tandis qu'elle cessait de devenir base d'émigration. Certains s'inquiètent cependant de cette internationalisation relativement faible (Marchand), mais sans pouvoir donner des raisons objectives à cette inquiétude sauf à donner quelques mesures quantitatives de ce degré relativement faible et d'évoquer la « phériplicité », l'éloignement, etc. En effet la performance de l'économie bretonne n'est pas particulièrement inquiétante et les craintes concernent l'avenir, aussi les recommandations sont en quelque sorte de mettre à jour les interventions publiques : au cours des Trente Glorieuses les performances de l'industrialisation et de la dynamique agricole de la Bretagne ont été largement soutenues par des politiques qui ont notamment permis le développement des infrastructures pour mailler la Bretagne et la relier efficacement au reste de la France. Il semble nécessaire aujourd'hui de continuer par un soutien marqué à l'ouverture internationale, à l'insertion dans le mouvement de compétition technologique mondiale et dans la dynamique d'interactions régionales à l'échelon européen. Les différentes catégories d'acteurs en Bretagne s'y sont déjà engagées et par exemple on ne trouve pas moins de sept technopoles (De Certaines) en Bretagne qui fonctionnent en réseau et un incubateur d'entreprises liés aux universités. L'aménagement français du territoire scientifique ne prend pas vraiment le relais de l'aménagement du territoire industriel et des opérations de décentralisation dont la Bretagne avait bien bénéficié : la concentration des grands équipements et des chercheurs en Île-de-France et dans quelques sites reste très forte. L'aménagement, malgré la loi de décentralisation, se fait difficilement et doit être également décliné au niveau européen. L'Arc atlantique a eu du mal à se faire entendre lors des décisions concernant Interreg III (2000-2006) qui privilégiait les relations Ouest-Est. Le déploiement du SDEC, le schéma de développement de l'espace communautaire (Tambou) devrait faciliter l'essor des

coopérations interrégionales et une dynamique économique européenne polycentrique potentiellement bénéfique à la Bretagne.

Ainsi la Bretagne est en train d'accommoder les mutations techniques et économiques qui s'installent dans un climat de compétition entre très grandes firmes et entre pays riches, dans un climat d'ouverture des marchés qui sont les composantes principales de la mondialisation néolibérale. Ce n'est pas sans en être quelque peu bousculée au sens où la Bretagne ressent comme nécessaires, voire paraît subir, de réelles réorganisations sociales.

Réorganiser dans la continuité

La focalisation relativement récente des médias² et des analystes sur le thème de la mondialisation tend à faire accroire que tous les objets dont ils parlent au crible de ce thème sont choses nouvelles et par conséquent réclament de nouvelles interactions, de nouvelles organisations de la part des uns et des autres. Comme nous l'avons déjà rappelé, pour la Bretagne en particulier, maints objets y sont manipulés depuis fort longtemps et en quelque sorte la Bretagne ouverte sur le monde s'est modelée au cours des temps en interaction (ancienne) avec ce monde. Le point essentiel est cette capacité longue, culturelle en définitive, à se modeler, c'est-à-dire à tisser du lien social breton dans un environnement ouvert sur le monde. Cette capacité à privilégier des proximités vécues s'exprime aujourd'hui dans les constructions de « pays » quand dans le passé on pouvait plutôt la repérer dans les paroisses.

Une communauté bretonne ouverte

La Bretagne n'est pas le territoire d'un peuple frileux replié sur lui-même, sa langue et ses traditions, exclu et périphérique par rapport à la banane bleue européenne et au basculement du monde vers l'Asie pacifique. La Bretagne est une communauté où le droit d'être Breton est un droit du cœur plus qu'un droit du sol ou du sang (Le Coadic). L'enracinement du Breton n'est pas contestable mais sa conscience écologique de citoyen planétaire est tout aussi vivace. Les grands événements mondiaux ont peut-être plus de répercussions en Bretagne de nos jours que dans le passé même quand cela ne paraît pas évident. Certes les Bretons qui parlent leur langue maternelle sont moins d'un quart de million, l'enracinement joue donc sur autre chose. Les nouveaux apprenants-locuteurs qui font une démarche qui pourrait être comprise comme un retour sur identité pour sauver un patrimoine, ne semblent pas entrer dans une voie de fermeture ou de résistance farouche (Pentecouteau). L'enracinement se lit aussi avec les Bretons d'« outre-mer » : on reste breton quand on émigre au Canada ou à Los Angeles (Richard), même si on ne parle pas la langue bretonne. Ceci étant notons bien que la Bretagne a donné beaucoup de fonctionnaires dans l'administration colo-

2. Le Coadic signale que le journal *Le Monde* a mentionné le mot mondialisation 1 555 fois au cours de l'année 2000.

niale (derrière les Corses) et de missionnaires, mais peu de « colons ». L'émigration importante n'a jamais conduit à un phénomène de type diaspora ou encore à des difficultés comparables à celles que rencontrent certains peuples. En effet la Bretagne dispose d'un territoire pour son peuple et s'efforce d'articuler sa dynamique à celle qui traverse tous les territoires : la mondialisation de la technologie et de l'industrie. L'essor de la culture technique entrepreneuriale (Béraud) semble être la clef de ce défi. Les difficultés ne sont pas minces. Entre autres exemples on peut citer le phénomène mutualiste très vivace en Bretagne et qui s'appuie sur ce tissage des coopérations proches mais dont de nouvelles règles imposées par l'Union européenne viennent en remettre en cause certains fondements (del Sol et Turquet).

Une permanence de proximités vécues

Au lieu de principalement s'atomiser ou de privilégier des réponses isolées, individuelles, les Bretons accommodent les grands mouvements du monde en donnant surtout des réponses sous la forme de comportements collectifs qui se lisent comme le tissage de liens sociaux dans des proximités vécues pleinement. Dans le passé cela s'inscrivait fortement dans l'espace religieux. Entre 1800 et 1940, la Bretagne s'est ouverte au monde notamment au travers des missions (Lagrée). En 1900 trois missionnaires sur quatre dans le monde sont français et les Bretons sont de loin les plus nombreux ; Haïti était surnommée la Bretagne noire, la première abbaye nord-américaine est fille du diocèse de Nantes, avec la grande université catholique de Notre-Dame. La Bretagne envoie des missionnaires, les aide matériellement et les écoute. La diffusion des *Annales de propagation de la foi* en breton (en vannetais et en KLT³) est remarquable : 2 500 exemplaires en KLT en 1865, 10 000 exemplaires en 1930. Ici et là les changements ont provoqué des réactions différentes, mais certaines paroisses ont organisé une sorte d'emprise bien réelle sur un monde nouveau bien différent de celui des années trente (Abiven). Le journal de la paroisse de Landerneau s'adresse « aux citoyens du monde » et donne l'image en quelque sorte d'une paroisse sans frontière.

Toutefois la Bretagne n'est plus si catholique et paroissienne et il faut lire ailleurs les proximités tissées et vécues. Au niveau planétaire, l'évolution en cours mène vers une urbanisation croissante dans des mégalofoles et une concentration des populations à moins d'une centaine de kilomètres des côtes. La Bretagne n'a pas de très grande ville et à l'exception de Rennes-Métropole (moins d'un demi million de personnes ce qui en fait une « grande ville ») elle a principalement une urbanisation sous la forme d'une couronne littorale avec quelques villes moyennes intérieures, Fougères, Loudéac, Pontivy, Redon. La construction de pays a été l'occasion de réorganiser les territoires en accord avec la manière dont ils fonctionnent effectivement. Les pays sont principalement maritimes (Lebahy)

3. KLT : Kornouailles, Léon, Trégor.

compte tenu de la configuration des implantations de populations et les exemples de pays tels que celui de Lorient (Gourlay) ou de Saint-Malo (Belloir) sont intéressants à bien des égards. Outre des problèmes généraux liés par exemple à l'écart entre la population de résidence permanente et la population de résidence estivale, chaque pays a son histoire propre et ses problèmes spécifiques. Ainsi les Lorientais, qui en 1999 sont 40 % à ne pas être nés dans le Morbihan, sont tous fiers du passé de la Compagnie des Indes et ont montré au cours des décennies la même capacité de réactivité positive aux difficultés de l'évolution de leur interaction avec le monde. Pour le pays de Saint-Malo on pourrait noter que cette commune d'Ille-et-Vilaine a dans son pays deux communes des Côtes-d'Armor et quatre qui sont dans l'arrondissement de Rennes : la délimitation consciente pour suivre la cohésion géographique, économique, culturelle et sociale trouve donc à s'exprimer sans se plier aux anciennes rigidités administratives. La réorganisation privilégie de fait les proximités vécues. Mais cela permet-il de relever les vrais défis du moment ?

Faire face aux enjeux du futur

L'image de la Bretagne donnée dans ces lignes est celle d'une Bretagne toujours ouverte qui évolue lentement, à son rythme, tout en ayant depuis très longtemps une interaction plutôt positive avec le monde. N'y a-t-il pas cependant certains défis nouveaux qui fassent peser quelque doute sur la maîtrise de son avenir par la Bretagne ? Douter n'a pas de fondement objectif, en revanche deux enjeux forts pour l'avenir sont en cours de maîtrise par la Bretagne et la réussite des processus ou leurs aménagements si nécessaires constituent des défis à relever.

Les richesses naturelles

La Bretagne dispose d'atouts remarquables pour l'avenir avec ses richesses naturelles de presque île de verdure découpée sur la mer : des paysages merveilleux, à protéger, des bocages verdoyants à préserver, des terres agricoles dont on a su tirer des produits qui en ont fait une des premières régions agricoles, laitières d'élevage porcin d'Europe. Mais l'agriculture intensive a ses revers, l'ouverture de l'agriculture européenne au monde et l'agrandissement de l'Europe vers des pays comme la Pologne (Simier), sont des défis. D'autres producteurs sont plus performants et deviennent concurrents, le modèle de production n'est pas « soutenable ». L'environnement a subi de graves dommages et la Bretagne doit lutter pour retrouver une eau pure (Hervé-Fournereau) et les qualités de ses richesses naturelles de base. Ses efforts concernent notamment des effets sur sa couronne côtière, mais pas seulement. En effet, ses agriculteurs et paysans, ses bocages se situent pour une part importante, avec bien d'autres richesses de son patrimoine, dans la Bretagne intérieure où il faut s'assurer d'un véritable développement rural (Daucé, Léon et Samson) auquel les politiques européennes mises en place peuvent contribuer.

Les richesses virtuelles

Mais la Bretagne, dans cette dimension rurale et agricole, renvoie à une sorte d'image de région du passé alors que la Bretagne est une région vivante, inventive et dynamique qui s'est depuis toujours lancée dans des aventures lointaines et récemment dans les aventures qui explorent le monde des richesses virtuelles. C'est à Lannion, en 1970 que fut mis au point le premier central de télécommunications numérique du monde, c'est à Rennes que fut développé le minitel et que fut installé le premier studio de télévision numérique d'Europe. La Bretagne est une région spécialisée dans les télécommunications et plus généralement les Bretons ne rechignent pas à expérimenter ces outils du futur. Il est vrai que la population se lance au-delà des moyennes nationales dans les études universitaires et en particulier dans les technologies de l'information. En plusieurs domaines d'application, la Bretagne est pionnière, grâce certes à des investissements publics, tels que le premier réseau régional de télécommunications à haut débit lancé en l'an 2000. Ceci permet d'ouvrir des portes, par exemple vers la télémédecine (Le Goff) ou l'enseignement en ligne (Thépaüt).

Peut-on conclure ?

L'ensemble des travaux que nous convions vivement le lecteur à lire avec attention constitue une mine d'informations et d'analyses dont on a seulement essayé de faire ressortir quelques-unes des grandes lignes dans cette présentation rapide. Mon essai de synthèse personnelle sur la manière bretonne de conjuguer culture et mondialisation offre une version plutôt optimiste sur l'avenir de la Bretagne des contributions et des débats de ces journées. Mais l'avenir c'est celui que construiront les Bretons et leurs principaux acteurs : les hommes politiques qu'ils élisent, les chefs d'entreprises qui leur proposent des activités économiques, tous les leaders qui organisent des opérations collectives de différentes sortes. En ce sens, le compte rendu synthétique de la table ronde finale apporte des éléments pour que chacun puisse se forger ses propres conclusions provisoires et, pourquoi pas, ses raisons d'agir... Il faut cependant noter l'absence de réelle analyse prospective. Les cadres locaux, nationaux, mondial, dans lequel ces idées et ces actions sur l'avenir ont été envisagées, peuvent évoluer et cela modifierait fortement les appréciations. Si les normes, les règles, la coopération, la solidarité venaient à céder la place en Bretagne, en France, dans le monde aux lois du marché et de la compétition, ce serait une sacrée tempête à affronter par la Bretagne et les Bretons!